

**Arrêté préfectoral complémentaire autorisant le changement d'exploitant
d'une carrière à ciel ouvert de schistes et de gneiss située au lieu-dit « Laval »
sur le territoire de la commune de Tanus (81190)**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement et notamment son livre I^{er} et son livre V – titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 août 2025 portant nomination de Monsieur Vincent FERRIER en qualité de secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous préfet d'Albi ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Vincent FERRIER, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous préfet d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 autorisant la société SAS Carrières du Sud-Ouest à exploiter une carrière à ciel ouvert de schistes et de gneiss située au lieu-dit « Laval » sur le territoire de la commune de Tanus (81190) ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires des 09 juin 2017 (portant modification des tonnages de la carrière) et 16 novembre 2023 (portant modification du phasage de la carrière) ;
- Vu** la demande de changement d'exploitant, déposée le 5 mars 2025 et complétée le 19 décembre 2025, par la société Delisle Carrières et Granulats SAS, exploitante sous l'enseigne nouvellement dénommée « Carrière du Viaur » ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées du 23 février 2026 ;
- Vu** le courriel adressé le 23 février 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Vu** le courriel en réponse du 27 février 2026 avec observation de l'exploitant ;

Considérant que les garanties financières de la carrière située au lieu-dit « *Laval* » sur le territoire de la commune de Tanus (81190) sont constituées par l'acte de promesse de cautionnement émis le 10 décembre 2025 par la société ATRADIUS ;

Considérant que le nouvel exploitant devra respecter les conditions d'aménagement et d'exploitation de la carrière telles qu'elles sont définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn

Arrête

Article 1^{er} : Modifications apportées aux actes antérieurs

L'autorisation d'exploiter du 17 janvier 2005, au bénéfice de la société SAS Carrières du Sud-Ouest, est transférée au nom de la société Delisle Carrières et Granulats SAS (filiale Groupe Delisle TTPC) dont le siège social est situé 36, Chemin du Mazet à Faussergues (81340).

L'autorisation d'exploiter est valable jusqu'au 17 janvier 2030 sur les parcelles cadastrées section ZH n° 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 88 et 89, représentant une surface de 6 hectares 18 ares et 30 centiares sur le territoire de la commune de Tanus (81190).

Article 2 : Droits et obligations

La société Delisle Carrières et Granulats SAS, exploitante sous l'enseigne « *Carrière du Viaur* », se substitue à la société SAS Carrières du Sud-Ouest dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter du 17 janvier 2005, à l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 juin 2017 portant modification des tonnages de la carrière et à l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2023 portant modification du phasage de la carrière.

L'activité de la carrière est subordonnée à l'existence des garanties financières telles que définies à l'article GF1 « *garanties financières* » de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005.

L'acte de cautionnement actualisé sera transmis dans le mois suivant la réception du présent arrêté.

Article 3 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tanus en vue de l'information des tiers.

Un extrait du présent arrêté est affiché par les soins du maire de Tanus dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pour une durée identique.

Il est affiché en permanence de façon visible dans la carrière par les soins de l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse Cedex 07), soit par l'application informatique Télérécourse accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, chargée de l'inspection des installations classées, et le maire de Tanus sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Delisle Carrières et Granulats SAS (filiale Groupe Delisle TTPC).

Fait à Albi, le 18 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Vincent FERRIER